

**N° DP 24/219**

## **DECISION DU PRESIDENT**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE  
5 000 EUROS A L'ASSOCIATION "LA REPLIQUE" - ANNEE 2024 -  
ANNULE ET REMPLACE LA DP 24/161 DU 28 FEVRIER 2024**

### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Economie, Attractivité et Développement Numérique du 1<sup>er</sup> février 2024, pour une subvention de fonctionnement de 5 000 € (cinq mille euros),

**VU** la décision président n°24/161 en date du 28 février 2024 portant sur l'attribution d'une subvention de 5 000 euros à l'association « La Réplique » pour l'année 2024,

**VU** la convention, ci annexée,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'association « La Réplique »,

**CONSIDERANT** qu'une erreur matérielle s'est glissée dans l'article 1 de la convention ci-annexée,

**CONSIDERANT** que l'association « La Réplique » a pour objectifs de fédérer et former un réseau de professionnels, comédiens, metteurs en scène, auteurs et autres professionnels de l'art vivant ou du cinéma,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire, qu'elle souhaite développer et structurer sur le territoire,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, la Métropole TPM souhaite apporter son soutien à l'association qui concourt à l'animation du réseau local et à la promotion du territoire en tant que terre de tournages,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE DIRE** que la présente décision annule et remplace la décision n°24/161 du 28 février 2024.

### **ARTICLE 2**

**D'ATTRIBUER** une subvention de 5 000 € (cinq mille euros), à l'association « La Réplique » au titre de l'année 2024.

### **ARTICLE 3**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe.

### **ARTICLE 4**

**DE SIGNER** cette convention.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération n°16121, article n°65748, fonction 633, du budget principal.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



4503 124 1 7

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE  
LA REPLIQUE  
ET  
LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE POUR LE POLE  
ACTING**

ENTRE :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la Décision Président n°

***Ci-après dénommée « La Métropole »***

D'une part,

ET :

**L'ASSOCIATION LA REPLIQUE**, Friche de la Belle de Mai, 41 rue Jobin 13003 Marseille, représentée par Monsieur Xavier-Adrien LAURENT, son Président et dénommée dans l'exposé qui suit par LA REPLIQUE,

***Ci-après dénommée « L'association »***

D'autre part,

**PREALABLEMENT LES PARTIES EXPOSENT :**

La Réplique est un collectif de 300 comédiens professionnels qui s'attache à fédérer un réseau de professionnels, comédiens, metteurs en scène, auteurs et autres professionnels de l'art vivant ou du cinéma. L'association est également une interface entre les écoles, les formations continues et le réseau professionnel.

Elle déploie des activités dans le Var pour se rapprocher au plus près des adhérents avec l'appui logistique notamment de l'espace Comédia, du Théâtre Liberté, du Port des Créateurs, du Pôle, de la Bibliothèque Armand Gatti et du Théâtre du Rocher.

L'association souhaite continuer à valoriser son action dans le cinéma et l'audiovisuel au sein d'un pôle dédié : le Pôle Acting. Cette action sur le volet cinéma a pour objectif de structurer la filière en Région Sud.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire. Dans ce cadre, elle souhaite apporter son soutien à l'Association qui concourt à l'animation du réseau professionnel local.

La présente convention expose le programme d'actions 2024 proposé par l'association, précisé ci-dessous et fixe notamment les engagements réciproques des deux parties.

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du programme d'actions de soutien à la filière cinéma et audiovisuel suivant :

- Atelier « Face à l'objectif » : 2 trainings casting à Toulon et sur la Métropole
- Atelier « Face à l'objectif » : 1 entraînement caméra à Toulon
- Atelier « Face au réalisateur » : 1 masterclass avec un réalisateur (ou 3 entraînements caméra supplémentaires)
- Atelier « Mise en lumière » : 2 journées photos à Toulon et sur la Métropole
- Animation du réseau : 1 rencontre apéro de filière à Toulon

L'association s'engage à respecter le Contrat d'Engagement Républicain préalablement signé.

### **ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

En vertu de la Décision président N° xx du xx, La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association à hauteur de 5 000 euros (cinq-mille euros), pour la réalisation des actions listées à l'article 1.

### **ARTICLE 3 – DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

Cette convention est conclue pour l'année 2024 à compter de la signature de celle-ci.

En cas de non-respect de l'une ou l'autre des parties des obligations réciproques convenues, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

### **ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT**

La subvention annuelle 2024 sera versée à l'association à la signature de la présente convention et dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Le montant est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2024. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

## **ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'association s'engage à fournir à la Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice :

- Le Compte-rendu financier de subvention (CERFA 15059\*2),
- Le rapport d'activité,
- Les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un Commissaire aux Comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenu de désigner un Commissaire aux Comptes,

Tous ces documents devront être adressés au service accueil des tournages de la Métropole, à la fois en format papier et format numérique (PDF recommandé). L'association s'engage sur la conformité des versions envoyées.

En matière de communication, l'association s'engage à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels et sur son site internet le soutien apporté par La Métropole pour son programme annuel, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet [www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr).

## **ARTICLE 6 : EVALUATION DE L'ACTION**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à la fin de l'année à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs et qualitatifs.

## **ARTICLE 7 – REVERSEMENT DE LA SUBVENTION EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, celle-ci reversera à La Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

En cas de non-réalisation des actions, du fait de l'association celle-ci reversera la totalité des sommes versées par La Métropole.

## **ARTICLE 8 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### **Collecte et utilisation des données**

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, La Métropole collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de mise à disposition des équipements sportifs dans le cadre d'actions relevant de la compétence sport.

#### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, La Métropole prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

### **ARTICLE 9 – TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.



## **ARTICLE 10 – ANNEXES**

La présente convention comporte une annexe :

- Annexe 1 Le budget prévisionnel des actions 2024 de l'association
- Annexe 2 Le contrat d'engagement républicain

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

**Pour La Réplique**

Le Président  
Xavier-Adrien LAURENT

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

Le Président  
Jean-Pierre GIRAN

## COMPTE DE RÉSULTAT PRÉVISIONNEL ACTION TPM 2024

CHARGES	Total	PRODUITS	Total
<b>60 - Achats</b>	<b>140</b>	<b>706 - Ventes et Produits ou services</b>	<b>0</b>
Fournitures entretiens et petit équipement	100	AFDAS	0
Fournitures administratives et autres	40	Pôle emploi	0
		Participation stagiaires	0
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>600</b>		
Location matériel technique	100	<b>708 - Produit des activités annexes</b>	<b>1 120</b>
Location espaces de travail	200	Journées CV photos	1 120
Charges locatives communes	200	Location studio	0
Location immobilière	0		
Maintenance/hébergement	55	<b>74 - Subventions</b>	<b>6 250</b>
Assurance	10	Région Sud-PACA - exploitation	1 250
Documentation générale billetterie	5	Région Sud-PACA - cofinancement formation	0
Communication	30	Métropole Aix-Marseille	0
		Métropole Toulon-Provence-Med	5 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>1 210</b>	Politique de la ville	0
Honoraires	105	Ville de Marseille - Culture	0
Voyages et déplacements	380	Ville de Marseille - Emploi	0
Missions-Réceptions	700	Département	0
Frais télécom et postaux	0	Adami	0
Services bancaires	25		
Cotisation/Divers	0	<b>75 - Autres produits de gestion</b>	<b>0</b>
		Adhésions annuelles	0
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>70</b>	Dons, partenariats privés	0
Participation Formation Professionnelle	70	Divers participation aux frais	0
<b>64 - Charges de personnel</b>	<b>4 315</b>		
Rémunération permanents	1 875		
Rémunération intervenants	1 170	<b>76 - Produits financiers</b>	<b>0</b>
Cotisations sociales permanents	695		
Cotisations sociales intervenants	575	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>
Autres cotisations sociales	0	Reprise sur fonds dédiés	0
			0
<b>65 - Autres charges de gestion</b>	<b>880</b>	<b>79 - Transfert de charges</b>	<b>0</b>
Droits d'auteurs	880	Emplois aidés - Etat	
Cotisations	0		
Charges financières	0		
Charges exceptionnelles	0		
<b>68 - Dotations aux amortissements</b>	<b>155</b>		
<b>TOTAL CHARGES PRÉVISIONNELLES</b>	<b>7 370</b>	<b>TOTAL PRODUITS PRÉVISIONNELS</b>	<b>7 370</b>
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>5 500</b>	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>5 500</b>
Valorisation bénévolat	2 500	Valorisation bénévolat	2 500
Mise à disposition gratuite de biens	3 000	Mise à disposition gratuite de biens	3 000
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>12 870</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>12 870</b>

## **Contrat d'Engagement Républicain**

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### **ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

## **ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

## **ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

## **ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## **ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## **ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## **ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) .....

Xavier-Adrien LAURENT, Président .....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation  
La Réplique .....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 28/02/2024

à Marseille

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

LAURENT, Xavier-Adrien

Signature

  
**LA RÉPLIQUE**  
Nicolas Belle de Mal  
1, rue Robin - 13003 Marseille  
contact@lareplique.org  
SIRET 325 068 609 00073

